

**Discours de S.E. M. Oğuz DEMIRALP, Ambassadeur, Délégué
permanent de Turquie auprès de l'Union européenne,
devant l'assemblée plénière de la Convention européenne**
Bruxelles, 7-8 novembre 2002

Sur la Gouvernance économique

Monsieur le Président,

Le processus d'intégration européenne a permis de réaliser des performances remarquables dans le domaine économique. Elles devraient être complétées par l'affirmation plus prononcée du modèle social européen pour répondre aux besoins des citoyens..

Ceci est d'autant plus important que le modèle social européen aura des effets certains sur le processus d'élargissement. Il faudrait dès lors accorder davantage d'attention à la mise en œuvre et au développement ultérieur du modèle social européen.

Dans cette perspective, nous partageons entièrement la recommandation du Groupe de Travail sur la Gouvernance économique, de faire figurer les objectifs économiques et sociaux de l'Union dans le Traité constitutionnel. Je pense que cet ancrage est commandé par le niveau de développement déjà atteint par l'Union.

Je soutiens également la recommandation du Groupe de maintenir l'équilibre actuel du partage des compétences entre l'Union et les Etats membres dans le domaine de la gouvernance économique.

En outre, les tâches, le mandat et le statut de la Banque centrale européenne devraient demeurer les mêmes. Dès lors, je pense que les inquiétudes quant à la perspective d'attribuer un plus grand rôle au Parlement européen dans la désignation des membres du Conseil de la BCE sont fondées. J'estime également que le dispositif relatif aux rapports de la BCE doit être amélioré.

La coordination des politiques économiques des pays membres nécessite une nette amélioration. On a manifestement besoin d'une rationalisation des divers processus de coordination afin de permettre une meilleure mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne.

En ce qui concerne les *Grandes orientations des politiques économiques* (GOPE), je pense que la concession à la Commission européenne du droit de présenter une proposition en bonne et due forme serait en contradiction avec le principe de subsidiarité.

Je partage par ailleurs l'avis selon lequel il ne serait pas vraiment opportun d'octroyer à la Commission le droit de premier avertissement en ce qui concerne la mise en œuvre des *Grandes orientations des politiques économiques*.

J'appuie la suggestion de maintenir le Pacte de Stabilité et de Croissance en dehors du Traité constitutionnel.

D'autre part, je ne suis pas d'avis d'inclure la méthode ouverte de coordination dans le Traité constitutionnel dans la mesure où cette inclusion pourrait rendre le processus plus compliqué et faire obstacle à la flexibilité de la méthode et de son caractère informel, qui ont déjà prouvé leurs avantages.

Enfin, je suis d'accord avec la recommandation du Groupe selon laquelle les compétences de l'Union dans le domaine de la politique fiscale devrait être maintenue. Je pense qu'il est également utile de débattre de certains changements à apporter aux procédures décisionnelles existantes en la matière dans le but d'assurer le bon fonctionnement du Marché unique.

Je vous remercie.